

L'ÉVOLUTION DU SYSTEME EDUCATIF IRANIEN : LE CONFLIT OUVERT ENTRE FAMILLE ET ECOLE

Saeed PAIVANDI

*Université Paris-VIII
Paris, France*

Résumé

Le système éducatif iranien connaît une croissance quantitative remarquable depuis plusieurs décennies : le nombre des élèves inscrits dans les établissements de l'enseignement primaire et secondaire est passé de 7,8 millions en 1979 à près de 19 millions en 1998, soit une augmentation de 144 % (avec un rythme de croissance moyen annuel de 4,8 %). Cette forte croissance s'est accompagnée d'une diminution des inégalités entre les filles et garçons, entre les zones rurales et urbaines et les différentes régions.

Cette massification remarquable doit être analysée en s'appuyant sur le contexte particulier de l'Iran : d'une part, la crise économique entraînant la chute remarquable de la dépense moyenne par élève, d'autre part, le retour du secteur privé dans l'enseignement depuis l'école primaire jusqu'à l'enseignement supérieur. Mais le trait marquant de cette période est l'effort impressionnant déployé afin d'« islamiser » le système éducatif iranien. Il s'agit d'un endoctrinement religieux du contenu de l'enseignement qui a bouleversé le curriculum de l'école dans ce pays et qui a considérablement affecté le rapport école-famille. La communication analyse cette nouvelle situation en se penchant sur les attitudes des familles iraniennes face à cette école.

Il semble que, pour les groupes les plus traditionnels, cette islamisation de l'école a contribué à faire évoluer d'une manière positive leur représentation à propos de la scolarisation des filles. L'école séparée et épargnée des « regards masculins », l'organisation de l'espace ségréguée par le sexe, ne s'opposent plus à la « pureté » des filles. La frange modernisée et urbaine qui s'oppose à l'islamisation autoritaire du système éducatif tente de minimiser les effets de l'école en prenant en charge activement l'éducation de ses enfants, au prix d'un conflit latent ou patent avec le système scolaire.

L'école est devenue le lieu d'affrontement de deux institutions majeures de la société iranienne, la famille et l'État. Mais cette école, malgré ses orientations idéologiques et politiques, joue un rôle important à son tour dans les évolutions sociales en cours. Les familles se trouvent ainsi face à une situation assez paradoxale d'un État qui se désengage de plus en plus sur le plan matériel et économique, tout en renforçant sa présence au niveau politique et idéologique à l'école.

Mots-clés : Iran, Système éducatif, Scolarisation, Scolarisation des filles, Stratégies familiales, Islamisation.

1. Introduction

Le système éducatif iranien a connu une croissance quantitative remarquable au cours des trois dernières décennies, avec un effectif scolaire des enseignements primaire et secondaire qui est passé de 3,3 millions en 1966 à 18,6 millions en 1996. Cette forte croissance s'est accompagnée d'une diminution des inégalités entre filles et garçons, entre zones rurales et urbaines et entre régions. La massification remarquable du système éducatif doit être analysée en rapport avec le contexte particulier de l'Iran : la crise économique entraînant la chute remarquable de la dépense moyenne par élève, et le retour du secteur privé dans l'enseignement depuis l'école primaire jusqu'à l'enseignement supérieur. Mais le trait marquant de cette période est sans doute l'effort impressionnant déployé depuis 1979 afin d'« islamiser » le système éducatif iranien. L'endoctrinement religieux du contenu de l'enseignement et l'imposition d'une série de mesures et normes restrictives ont bouleversé le curriculum de l'école et considérablement affecté le rapport école-famille.

Après avoir documenté, à partir des quatre derniers recensements de la population, les différents aspects de l'évolution du système éducatif iranien depuis la fin des années 1960 et exposé les effets de la crise économique et les nouvelles orientations de la réforme de 1979, nous verrons quelles ont été les réactions des familles iraniennes face à la volonté d'islamisation de l'école.

2. L'expansion du système éducatif

En Iran, la scolarité est obligatoire de 6 à 14 ans ; elle couvre ainsi huit années d'études, à raison de 5 années pour l'école primaire et 3 années pour le premier cycle du secondaire. A la période obligatoire fait suite le second cycle de l'enseignement secondaire, pour les adolescents de 15 à 18 ans, avec 3 années de lycée suivies d'une année de préparation pour ceux qui envisagent de poursuivre leurs études au niveau supérieur.

Les statistiques scolaires révèlent qu'entre 1966 et 1996 le nombre total des élèves des enseignements primaire et secondaire a été multiplié presque par 6 (soit une hausse moyenne annuelle de 6,2 %). En 1996, plus de 80 % des jeunes de la population de 6-19 ans sont scolarisés par le système éducatif, contre 37 % en 1966. Cette massification est encore plus importante pour le deuxième cycle du secondaire : 3,6 millions d'élèves en 1996-1997 contre 1,2 millions en 1979-1980, soit un taux de croissance annuelle moyen de 7,1 %.

Tableau 1
Évolution de la scolarisation (enseignements primaire et secondaire)
depuis 1966

	1966	1976	1986	1996
Nombre des élèves (millions)	3,3	7,1	11,1	18,6
Indice	100	215	336	564
Population de 6-19 ans (millions)	8,7	12,1	16,9	23,1
Indice	100	139	194	266
Taux de scolarisation (%)	38	59	66	81

Sources : Statistical Centre of Iran (SCI) et Ministère de l'Education.

Malgré ces progrès quantitatifs remarquables, l'objectif de l'enseignement obligatoire universel recherché depuis le début de ce siècle n'est pas encore tout à fait atteint. Selon les données du dernier recensement de 1996, près de 11 % des enfants de 6-14 ans (1,7 million sur 16,5 millions) ne sont jamais allés à l'école (5 %) ou l'ont abandonnée avant la fin de l'enseignement obligatoire de 8 années (6 %). Pour le groupe d'âges des 15-19 ans, ce schéma change considérablement : 51 % sont scolarisés (48 % pour les filles), 22 % sont entrés dans la vie active (9 % pour les filles) et 27 % se trouvent dans d'autres situations (43 % des filles restant souvent au foyer).

Il faut souligner que les données statistiques comme les enquêtes de terrain mettent en évidence une interdépendance des indicateurs du système éducatif avec ceux de l'évolution démographique. Le taux moyen de croissance annuelle de la population enregistre une baisse continue depuis 1956, à l'exception de la période 1976-1986¹ : passé de 3,12 % à 2,71 % entre les deux premières décennies (1956-1966 et 1966-1976), il remonte à 3,9 % entre 1976 et 1986, puis baisse sensiblement au cours de la dernière décennie 1986-1996 avec une valeur de 1,96 %.

2.1. Une féminisation accrue

Une des caractéristiques importantes de cette évolution en cours est la féminisation des enseignements primaire et secondaire. L'augmentation notable des effectifs des filles à l'école se poursuit à un rythme soutenu et celles-ci rattrapent progressivement leur retard historique. La part des filles est ainsi passée de 33 % en 1966 à 38 % en 1976, 42 % en 1986 et 47 % en 1996 (tableau 2). La massification de l'enseignement des filles et le succès des cours d'alphabétisation pour les femmes adultes ont sensiblement augmenté la part de ces dernières dans la population instruite et l'indice de parité femme/homme ne cesse de croître : 0,40 en 1966, 0,60 en 1976, 0,73 en 1986 et 0,87 en 1996.

1. La grande immigration des Afghans et des Irakiens vers l'Iran, l'abandon de la politique de contrôle démographique et la guerre de 1980 à 1988 entre l'Iran et l'Irak à l'origine d'une psychologie de repopulation concourent à expliquer le renversement de tendance.

Tableau 2
Évolution des effectifs scolaires selon le sexe depuis 1966

	1966	1976	1986	1996
Filles (millions)	1,1	2,8	4,7	8,7
Indice	39	100	168	311
Garçons (millions)	2,2	4,6	6,4	9,9
Indice	48	100	139	215
Ensemble (millions)	3,3	7,4	11,1	18,6
Indice	45	100	150	251
Proportion de filles (%)	33	38	42	47

Sources : SCI et Ministère de l'Éducation.

Plusieurs enquêtes montrent que l'augmentation des proportions de filles dans la population scolarisée est due partiellement à un taux de rétention à l'école plus élevé chez celles-ci. Par exemple, l'enquête de H. Aziz Zadeh (1993) sur la survie des élèves dans l'enseignement secondaire deuxième cycle met en évidence une meilleure performance des filles par rapport aux garçons : sur 100 filles entrant en première année de lycée, 41 abandonnent leurs études avant d'obtenir leur baccalauréat, contre 50 chez les garçons. La meilleure performance des filles à l'école est à l'origine de leur percée spectaculaire depuis le milieu des années 1990 au niveau secondaire et supérieur. Le nombre des filles admises à l'université dépasse depuis 1998 celui des garçons ; la part des femmes dans la population étudiante est passée de 27 % en 1979 à 45 % en 1999.

2.2. Des disparités régionales qui s'amenuisent

Entre les deux derniers recensements, les provinces les moins scolarisées ont connu une avancée remarquable permettant de réduire leur écart par rapport à la moyenne nationale et aux autres provinces (le coefficient de variation est deux fois plus faible en 1996 qu'en 1986 ; tableau 3). On assiste, dès lors, à un rapprochement des situations, les taux de scolarisation des enfants de 6-14 ans durant cette décennie ont progressé plus fortement en l'espace de 10 ans dans certaines provinces comme le Kurdistan (24 points), le Sistan-Baluchistan (20 points), l'Hormozgan (17 points), l'Azerbaïdjan Est (19 points),

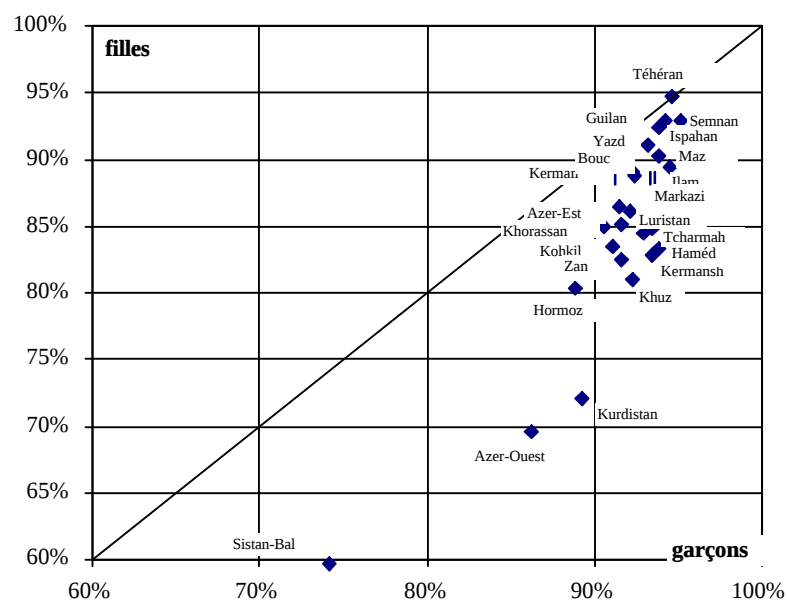
alors que les provinces les plus scolarisées connaissent une croissance moins forte (entre 6 et 10 points). En 1996, 16 provinces sur 24 sont regroupées dans un intervalle de 5 points autour de la moyenne, contre 7 en 1986.

Tableau 3
Taux de scolarisation des enfants de 6-14 ans
en 1986 et 1996

	1986	1996
Moyenne nationale (%)	77	89
Taux provincial le plus élevé (%)	85	95
Taux provincial le plus bas (%)	47	67
Écart-type (%)	9	6
Maximum/minimum	1,81	1,41
Coefficient de variation	0,12	0,06

Sources : SCI, recensements de 1986 et 1996.

Figure 1
Taux de scolarisation des filles et garçons de 6-14 ans
par province en 1996 (source : SCI)



Malgré la diminution considérable des écarts entre les différentes provinces iraniennes, les disparités géographiques en matière de scolarisation demeurent relativement importantes. Selon les données de 1996, 29 points séparent les deux provinces (*ostans*) extrêmes (Téhéran et Sistan-Baluchistan) en ce qui concerne le taux de scolarisation des enfants de 6-14 ans (96 % pour Téhéran contre 67 % pour Sistan-Baluchistan).

Le développement du système éducatif iranien et la massification de l'école ne doivent cependant pas dissimuler l'existence de disparités considérables entre les différentes régions selon leur niveau de développement social. En effet, la croissance quantitative dans le domaine de l'éducation ne signifie pas la démocratisation de l'enseignement à tous les niveaux, pour toutes les catégories de la population et dans toutes les régions. Malgré les progrès considérables réalisés, certaines formes d'inégalité perdurent : les enfants des zones rurales ont des taux de fréquentation scolaire nettement moins élevés que ceux des zones urbaines, et les écarts entre les différentes provinces restent importants. Ces disparités s'aggravent lorsque les variables discriminatoires cumulent leurs effets : une fille habitant un village d'une province peu scolarisée comme le Sistan-Baluchistan a une espérance de scolarisation de 5 années (avec un taux net de scolarisation de 49 % pour les enfants de 6-14 ans) contre 11,5 années pour un garçon entrant à l'école primaire à Téhéran (avec un taux net de scolarisation de 96 % pour les enfants de 6-14 ans).

Le tableau 4 illustre un autre aspect des inégalités actuelles entre les régions : plus on remonte la pyramide scolaire, plus les taux de scolarisation tendent à se réduire et plus les disparités deviennent importantes. Les provinces les plus scolarisées distancent les autres à l'entrée de l'enseignement secondaire, où on observe les différences les plus nettes. Selon le recensement de 1996, au niveau de l'école primaire, les inégalités existent entre les différentes provinces, mais les écarts sont moins prononcés car la plupart de ces régions ont déjà atteint un taux d'accès élevé. C'est dans le deuxième cycle de l'enseignement secondaire que les écarts les plus importants se manifestent et que les déséquilibres centre-périphérie se dessinent de façon plus nette. En fait, la réduction des disparités s'inscrit dans une perspective d'extension du système éducatif afin d'achever la scolarisation obligatoire universelle. Au-delà de l'enseignement obligatoire, les caractéristiques socio-économiques locales, la façon dont la demande d'éducation évolue, et le rôle

lue, et le rôle des acteurs locaux, influencent considérablement le développement éducatif.

Tableau 4
Taux de scolarisation par groupes d'âge en 1996

	6-9 ans	10-14 ans	15-19 ans	20-24 ans
Moyenne nationale (%)	92	87	52	16
Taux provincial le plus élevé (%)	98	95	64	23
Taux provincial le plus bas (%)	68	66	34	10
Écart-type (%)	5,7	6,1	6,7	3,5
Maximum/minimum	1,42	1,43	1,86	2,36
Coefficient de variation	0,06	0,07	0,13	0,22

Sources : SCI, recensement de 1996.

Tableau 5
Taux de scolarisation des enfants de 6-14 ans
selon le sexe et le milieu de résidence, en 1996

	Milieu urbain		Milieu rural	
	Garçons	Filles	Garçons	Filles
Moyenne nationale (%)	94	94	89	74
Taux provincial le plus élevé (%)	97	97	94	89
Taux provincial le plus bas (%)	80	72	68	49
Écart-type (%)	3,3	5,1	5,4	10,5
Maximum/minimum	1,21	1,36	1,38	1,80
Coefficient de variation	0,03	0,05	0,06	0,14

Sources : SCI, recensement de 1996.

Une remarque s'impose à propos des données concernant l'enseignement supérieur (population scolarisée de 20-24 ans) en raison des phénomènes migratoires. Il semble que les flux migratoires prennent une ampleur très importante dans l'enseignement supérieur, dans la mesure où l'écart permanent entre le nombre des candidats à l'entrée à l'université et les places offertes par les établissements universitaires ne

cesse de croître (1 450 000 candidats pour environ 300 000 places en 1998-1999 offertes par les universités publiques et le secteur privé). Un nombre important de candidats des provinces les mieux scolarisées tentent leur chance dans les établissements situés dans les régions moins favorisées, réduisant considérablement les chances des candidats locaux. Dans cette perspective, les disparités réelles concernant l'enseignement supérieur entre les provinces sont nettement plus fortes par rapport aux indicateurs statistiques qui ne prennent en compte que les effectifs des universités.

Plusieurs facteurs expliquent l'existence des disparités spatiales en matière de scolarisation : la dimension linguistique, le clivage historique entre les milieux urbain et rural, les différences de profil socio-économique.

Une des particularités du système éducatif iranien dès sa naissance provient d'une opposition historique entre l'Iran persophone et l'Iran des minorités ethniques et linguistiques. Les données des recensements de 1986 et 1996 révèlent ainsi qu'un nombre important d'habitants des provinces les moins scolarisées ne connaissent pas la langue persane, langue nationale et officielle de l'enseignement ; plusieurs provinces périphériques sont concernées par ce phénomène (Kurdistan, Azerbaïdjan, Sistan-Baluchistan, Kermanschah, Kohkiluyé et Ilam). En revanche, les régions de l'axe central du pays, où la totalité de la population parle la langue persane, sont les plus scolarisées. Le coefficient de corrélation entre le taux de scolarisation par province et le pourcentage des habitants parlant la langue persane s'élève à 0,67.

Les disparités entre régions reflètent aussi les inégalités rurales et urbaines dans l'offre d'éducation². En Iran comme ailleurs, au début de

2. Selon le recensement de 1976, une zone urbaine a une population de plus de 5 000 habitants. Cette définition, basée simplement sur la taille de la population de l'agglomération, a été abandonnée au cours du recensement de 1986. À partir de 1986, la définition est de type institutionnel : l'existence d'une mairie dans les agglomérations qui ont officiellement reçu le statut de ville fait classer une commune comme zone urbaine. Autrement dit, les zones rurales comprennent les localités qui se trouvent en dehors des villes. Par ailleurs, il est utile de noter que la proportion de la population rurale ne cesse de diminuer en Iran depuis 40 ans : 68,6 % en 1956, 62 % en 1966, 53 % en 1976, 46 % en 1986, 43 % en 1991 et moins de 38 % en 1996. Cette décroissance ininterrompue s'explique par l'exode massif des habitants des zones rurales vers les agglomérations urbaines, et aussi par le développement des localités anciennement classées en « zone rurale » et reclassées en « zone urbaine ».

ce siècle, le nouveau système éducatif s'est développé d'abord en milieu urbain. Outre cet aspect, « l'importance du clivage entre ville et campagne dans le secteur de l'éducation s'explique sans doute par la manière même dont le service scolaire est organisé » compte tenu des spécificités des villages peu peuplés, géographiquement dispersés et isolés (Carron et Chau, 1981, p. 34). La très forte dispersion des villages sur le territoire national et leur faible peuplement pèsent sur le développement de l'offre scolaire : sur 68 122 villages repérés lors du recensement de 1996, 47 % ont moins de 100 habitants et 35 % entre 100 et 499 habitants. De ce fait, on s'interroge sur le seuil de population des villages justifiant la création d'un établissement scolaire d'éducation de base ou d'une autre activité éducative comme un cours d'alphabétisation, sans parler des enseignements de niveau plus élevé ou spécialisé.

Malgré cette situation défavorable des zones rurales iraniennes, l'écart ne cesse de se réduire : il est passé de 25 points en 1976 à 20 points en 1986 et 12 points en 1996. Cette diminution sensible est due au développement récent du système éducatif en milieu rural.

Le système éducatif iranien est fortement centralisé et l'État a, selon la constitution, la responsabilité de garantir les conditions d'un égal accès à l'enseignement gratuit et obligatoire afin de préserver l'égalité des chances. Les tendances à la baisse des inégalités régionales et intra-régionales en Iran, observées depuis deux décennies, traduisent sans doute, en partie, une volonté politique qui tente de développer le système éducatif dans les régions autrefois en retard. Mais cela n'a pas empêché que se perpétuent d'importantes disparités entre les différentes provinces, qui peuvent aussi provenir des différences dans le profil socio-économique des provinces et dans les pratiques familiales en matière d'éducation. Ainsi, d'après les données des recensements de 1986 et 1996, les provinces les moins scolarisées ont souvent un secteur agricole important. Par ailleurs, plusieurs enquêtes locales mettent en lumière l'influence déterminante exercée par les caractéristiques de la famille sur la façon dont les enfants sont scolarisés ainsi que sur la durée de leur scolarité (Monadi, 1997 ; Mehran, 1997).

3. Les spécificités du contexte économique et politico-religieux

L'expansion quantitative du système éducatif en Iran s'est réalisée dans un contexte particulièrement difficile, caractérisé par la multiplica-

tion des problèmes économiques, politiques et démographiques. On assiste, durant cette période, à une très forte poussée de la demande liée à la croissance démographique élevée, d'une part, et aux besoins non satisfaits en éducation, d'autre part.

La forte croissance quantitative de ces deux dernières décennies n'a pas été suivie par les dépenses publiques pour l'éducation. Le ralentissement généralisé de la croissance des budgets publics d'éducation a été largement lié à celui de l'économie et à la guerre dévastatrice avec l'Irak (1980-1989). Par conséquent, la décroissance continue des ressources publiques pour l'éducation face à une demande particulièrement forte a produit au moins deux effets visibles :

- *sur les coûts et la qualité de l'éducation*, surtout dans le cas d'un pays comme l'Iran où la pression de la demande est encore très forte pour réaliser l'objectif de scolarisation obligatoire universelle. Selon le Ministère de l'éducation, plus de 50 % des écoles sont utilisées par deux groupes différents d'élèves (le matin et l'après-midi) dans la journée faute de locaux scolaires³. Les indicateurs économiques témoignent de l'insuffisance des ressources consacrées à l'éducation : de 1979 à 1996, les dépenses éducatives ont diminué de 30 % en prix constants, tandis que le nombre des élèves a été multiplié par 2,5. De ce fait, en prix constants, le coût moyen par élève (tous niveaux confondus) en 1996 est 3 fois moindre qu'en 1979. La baisse est également notable si on rapporte les dépenses du système éducatif au PNB : 5,5 % en 1979 contre 3,3 % en 1995 (SCI, 1982, 1997).
- *sur le système éducatif*, en imposant le recours aux ressources financières des ménages, soit sous la forme d'une contribution financière à l'école publique, soit par la création d'un secteur privé émergent qui comprend près de 5 % du total des élèves inscrits en 1998-1999 (près d'un million d'élèves s'inscrivent dans le réseau des écoles privées).

On peut également s'interroger sur un autre type d'effet, moins visible dans un premier temps, concernant les conséquences de cette crise sur la demande d'éducation. On peut ainsi se demander si cette baisse des ressources n'affecte pas la demande, qui tend à s'adapter à

3. Selon le Ministère de l'Éducation, à cause des pénuries importantes de locaux éducatifs (220 000 classes manquantes), au cours des années récentes, plus de 50 % des établissements ont été utilisés jusqu'à trois fois dans la même journée par trois groupes d'élèves différents.

une offre réduite. L'enquête de G. Mehran (1997) montre que le manque de moyens constitue effectivement un facteur important empêchant la scolarisation des enfants, en particulier des filles, dans les zones rurales.

Les ménages sont touchés de plein fouet par cette crise financière. C'est un des sujets les plus présents dans la presse iranienne, qui rend compte de la « galère » des familles pour envoyer leurs enfants à l'école. Une illustration de ces difficultés concerne les coûts de l'éducation des enfants selon le journal populaire *Salam*⁴, qui ouvre largement ses colonnes aux lecteurs. Pour cette période, 186 remarques de pères et de mères concernent des difficultés matérielles en rapport avec la scolarisation des enfants, surtout pour les familles nombreuses :

« Je suis employé et père de trois enfants à scolariser, l'école me demande pour chaque enfant une contribution financière, à celle-ci il faut ajouter les fournitures scolaires, les habits et d'autres dépenses, je ne suis pas en mesure d'honorer ces engagements, mais je n'ose pas parler de mes difficultés financières à mes enfants... » ; ou « pour fournir les résultats scolaires de mes enfants, on nous demande une somme importante pour financer l'école, on se demande si l'école obligatoire est vraiment gratuite ou non ».

Ces transformations quantitatives remarquables doivent aussi être étudiées en rapport avec un autre fait important, à savoir la nouvelle orientation du système éducatif, après 1979, qui prétend incarner « l'idéal islamique ». Le cas iranien constitue à double titre une expérience récente et importante dans ce domaine. D'une part, on se trouve face à un système éducatif largement instrumentalisé par l'institution politique afin de former le nouvel individu de la « société islamique ». À travers cette orientation politique et idéologique de l'école, le système éducatif iranien revendique, d'autre part, la mise en œuvre d'un nouveau modèle éducatif basé sur les valeurs islamiques, dans lequel, par exemple, la séparation des femmes et des hommes constitue une donnée essentielle.

Sur le plan historique, au cours des décennies précédant la révolution de 1979, une partie du clergé ressentait la mise en place de l'école moderne et laïque comme une volonté de « désislamiser » l'enseignement et la société. Aussi, une des actions prioritaires des nouveaux dirigeants de la République Islamique d'Iran a été la transformation de

4. Le journal *Salam* a été fermé en juillet 1999.

cette école « anti-islamique » et « occidentale ». Pour le nouveau régime islamique, le fondement de l'éducation est la religion, et la dimension morale et religieuse de l'école prime sur l'enseignement. Donc, pas de vie sociale sans obéissance aux préceptes divins, et l'école n'est plus uniquement un lieu d'instruction. C'est ainsi que, durant les premières années après l'avènement de la République Islamique, on assiste à l'institutionnalisation des règles islamiques dans le domaine de l'éducation.

Les éléments les plus importants des finalités du nouveau système éducatif iranien adopté par le Conseil Supérieur de l'Education, selon B. Mohsenpour (1988), se résument ainsi :

- l'éducation doit renforcer, dans la croyance des élèves, le respect dû à Dieu, au Prophète et à ses descendants ;
- la dimension spirituelle de l'éducation a pour mission d'expliquer les principes et les lois de l'Islam et de favoriser l'esprit de croyance en Dieu ;
- les objectifs sociaux de l'éducation consistent à préserver les relations familiales sur la base de la foi islamique, à renforcer et à développer la fraternité islamique, l'unité nationale, le respect de la loi et à assurer la justice sociale, économique et culturelle ;
- les finalités politiques comprennent l'adhésion à la règle absolue de Dieu, l'unification des nations musulmanes, la lutte contre les pouvoirs tyranniques.

Ces préoccupations idéologiques ne pouvaient qu'avoir des répercussions importantes sur la manière de percevoir le fonctionnement du système éducatif et les programmes scolaires. Les réformes issues de ces orientations ont radicalement changé le système éducatif iranien. Dans la perspective de ces réformes, les manuels scolaires, la formation des enseignants et la mise en place d'un dispositif de propagande politico-religieuse à l'intérieur de chaque établissement occupent une place prépondérante.

Ces nouvelles orientations du système éducatif iranien sont largement soulignées et analysées dans les travaux de Yavari-D'Hellencourt (1988), Mehran (1991, 1992), Taleghani (1994), Paivandi (1995a et 1998), Javanroh (1998), Menashri (1992) et Nahid (1993-1994), qui mettent l'accent sur l'endoctrinement religieux comme la principale caractéristique du système éducatif iranienne après 1979.

L'éducation des filles constitue un axe important des réformes successives que connaît l'école iranienne depuis 20 ans. Les changements intervenus concernant les filles comprennent certaines mesures

ou restrictions en rapport avec « les règles et principes islamiques » (porter le voile par exemple), le contenu des manuels scolaires et la nouvelle politique de l'orientation sexuée des élèves (interdiction de certaines disciplines techniques ou des filières économiques et juridiques pour les filles), ou une organisation très contraignante pour les établissements féminins. La loi d'orientation du ministère affirme la nécessité d'une éducation « adaptée à chaque sexe ».

Pour mieux comprendre la culture et la perception de l'institution éducative vis-à-vis des femmes, on peut se référer aux livres scolaires publiés après 1979. Plusieurs chercheurs (Taleghani, 1994 ; Paivandi, 1995a et 1998 ; Javanroh, 1998 ; Nahid, 1993-1994) se sont intéressés à l'image des femmes dans les manuels scolaires. Ces manuels, comme ailleurs, d'une façon implicite ou explicite, ne font qu'exercer une des fonctions essentielles de la socialisation à l'école : faire intérioriser son sexe social à l'individu. Une manière de constater une division claire des rôles féminins et masculins selon laquelle on positionne chaque sexe dans les sphères politique, sociale et économique.

Une analyse fine des textes et images des manuels montre que le contenu proposé reste largement masculin. Les manuels cherchent avant tout à faire percevoir comme allant de soi une division du travail et des rôles entre les sexes. En effet, les manuels divisent facilement le genre humain en deux classes « naturelles » séparées. Il s'agit de rapports de domination, basés sur la division sociale hiérarchisée des femmes (dominées) et des hommes (dominants). L'homme est souvent présenté comme le référent. En réalité, dans les manuels scolaires, la référence à l'appartenance sexuelle a pour but d'affirmer l'inégalité entre les deux sexes :

« La famille est une petite communauté où chacun joue son rôle particulier. Le père travaille normalement en dehors de la maison... La mère fait le ménage, élève et aide ses enfants à faire leurs devoirs... Dans certaines familles, la femme travaille aussi. » (L'enseignement social, quatrième année du primaire, 1996, p. 136).

Les stéréotypes tendent à opposer les vertus viriles et les vertus féminines. Dans les manuels, la femme est, en effet, généralement assimilée à la mère et à la ménagère. Elle (fille, sœur, épouse, mère ou grand-mère) s'occupe avant tout de la famille, aussi bien sur le plan matériel que sur le plan affectif. Dans ces textes, les femmes restent fondamentalement responsables des enfants dans la famille, et tout

leur investissement professionnel reste subordonné à ce rôle parental et domestique.

Ces exemples concernant la place et l'image des femmes dans les manuels scolaires montrent les aspects paradoxaux du système éducatif iranien. Une éducation sexuée et patriarcale n'a pas pu empêcher le développement de la scolarisation des filles à tous les niveaux. Comment les familles se sont-elles comportées face à cette école islamisée ?

4. Les familles et la massification de l'école

Les difficultés économiques et matérielles se sont ajoutées à celles concernant l'intervention excessive de l'État à l'école et l'instrumentalisation de celle-ci par les pouvoirs politiques. La présence de l'État à l'école transforme l'institution scolaire en un lieu sous contrôle permanent. Les domaines soumis à l'ingérence de l'État dépassent largement ceux qu'on connaît dans les autres pays. L'État iranien ne se contente pas du contrôle exercé sur le contenu de l'enseignement ou sur la formation des enseignants, il impose une série de normes vestimentaires et comportementales, des codes de conduite, et il surveille les relations entre les élèves et leurs maîtres. C'est dans ce contexte que la tension entre, d'un côté, les élèves et leurs familles et, de l'autre, le pouvoir politique et l'institution scolaire devient inévitable et permanente.

En effet, les familles et les jeunes défient de manières très différentes l'institution politique. La tension prend parfois une forme directe avec la transgression des normes ou les conduites déviantes. Les élèves sont soutenus par leurs familles dans ce face-à-face permanent. La résistance des familles se manifeste d'une façon passive mais très profonde lorsqu'elles contournent les interdits ou dépassent les cadres définis par le pouvoir politique.

La féminisation des effectifs scolaires au cours des deux dernières décennies est un exemple intéressant dans ce domaine. Nous avons pu voir que le contenu sexué de l'enseignement, une série d'interdictions, ainsi que le marché du travail, qui réduit considérablement la chance de pouvoir trouver un emploi en dehors des secteurs réservés aux fem-

mes (éducation, santé, agriculture et artisanat)⁵, n'ont pas pu freiner la féminisation progressive de la population scolaire. Le nouveau régime voulait se faire valoir comme le garant de la scolarisation des filles dans une école « islamisée » et « protégée » pour les femmes dans un cadre bien précis. En effet, l'islamisme se présente comme une vision radicale et extrémiste de l'islam qui ne rejette pas la société moderne et ses institutions. Par conséquent, cette interprétation « révolutionnaire » ne doit pas être confondue avec celle des tendances islamistes traditionnelles. C'est une version modernisée de l'islam, qui cherche à associer la religion et le pouvoir politique. Quant aux femmes, la version islamiste les laisse timidement s'ouvrir à l'espace public et à la vie sociale tout en enfermant le corps féminin dans le voile (Chafiq et Khosrokhavar, 1995).

Il semble que, pour les groupes les plus traditionnels, cette islamisation de l'école a contribué à faire évoluer d'une manière positive leur représentation à propos de la scolarisation des filles. L'école séparée et épargnée des regards « masculins » et « impurs », l'organisation de l'espace ségréguée par le sexe, ne s'opposent plus à la « pureté » des filles. Cette école féminine s'impose aux familles les plus traditionnelles, et aucun prétexte religieux ne justifierait l'absence des filles dans cette nouvelle structure scolaire avec des enseignantes et un enseignement « islamisé ».

Une recherche récente⁶ effectuée dans les provinces ayant un taux de scolarisation féminine relativement bas (Mehran, 1997) indique le poids des différents facteurs empêchant les filles d'aller à l'école ou les obligeant à la quitter prématurément. Selon l'auteur, une série de facteurs culturels (inutilité d'aller à l'école, priorité des garçons, traditions familiales et communautaires...), éducatifs (présence des hommes à l'école, absence de cours pour les filles, comportement des enseignants...) et économiques (pauvreté, importance du rôle productif des

5. Dans le domaine de l'emploi, on constate un net recul des femmes pour la période 1979-1996 : 17 % des femmes de plus de 10 ans étaient recensées comme actives en 1976, contre 8 % en 1986 et 11 % en 1996 (SCI, recensements de 1976, 1986 et 1996). Beaucoup de femmes ont été obligées d'abandonner progressivement leur emploi au cours des années suivant la révolution de 1979. Avec les mesures discriminatoires édictées, les femmes parviennent de plus en plus difficilement à pénétrer le marché du travail.

6. Il s'agit d'une enquête de terrain réalisée par le MEN iranien et l'UNICEF dans les trois provinces sous-développées. L'équipe dirigée par G. Mehran a réalisé 839 interviews dans 106 villages parmi les élèves, leurs parents et les enseignants.

filles, tâches ménagères...) influencent la décision d'abandonner ou de ne pas fréquenter l'école pour les filles et leur famille. Le travail de G. Mehran et de son équipe met en évidence la complexité des facteurs qui agissent sur la scolarisation des filles. Les éléments concernant la tradition culturelle ou la religion s'associent aux facteurs économiques et éducatifs pour réduire la présence des filles à l'école. Comme le précise l'auteur, les familles des milieux traditionnels se réfèrent à un ensemble de représentations pour réduire la présence des filles à l'école : « la fille doit rester à la maison pour trouver rapidement un mari », « si elle va à l'école, elle ne se marie plus ».

Le développement quantitatif du système éducatif montre que ce point de vue ne représente aujourd'hui qu'une petite minorité dans l'ensemble des familles en Iran. Dans le contexte iranien, les mesures de ségrégation entre les sexes imposées par la République Islamique semblent être paradoxalement mises à profit par les filles, et en particulier celles des couches populaires, pour améliorer leur situation. La culture, l'éducation et l'école sont les domaines les plus concernés par ce mouvement. Les couches les plus traditionnelles tentent d'utiliser ces mesures (surtout le voile) comme un moyen de légitimation pour justifier leurs activités sociales. Les femmes se conforment aux mesures imposées en suivant les règles du jeu (porter le foulard, par exemple) et en les utilisant en même temps en faveur de leur ouverture au monde extérieur (Khosrokhavar, 1993, p. 65). Il s'agit ici notamment des processus complexes de prise de conscience des sujets dans l'interaction des normes et représentations avec les expériences quotidiennes qui vérifient, modifient et actualisent le « sens commun » des groupes sociaux.

La croissance notable de la scolarisation des filles et l'augmentation soutenue de leur participation à l'université reflètent sans doute des changements sociaux et culturels significatifs. Cela participe d'une façon réursive à l'évolution des mentalités et des pratiques, aussi bien dans la famille que parmi la nouvelle génération. Les filles qui accèdent à l'école, lieu privilégié pour affirmer une présence sociale, apprennent à construire leur individualité, comme le confie une jeune étudiante en médecine :

« Mes résultats scolaires me permettent de négocier plus facilement ma liberté individuelle avec ma famille, je peux justifier mes sorties, on ne parle pas du mariage à la maison et on me respecte... ».

Ces réalités montrent que l'éducation, et dans un cadre plus large le savoir sous ses différentes formes, sont devenus plus que jamais un facteur d'émancipation féminine.

Selon une étude réalisée par le SCI (1993b), l'élévation du niveau d'instruction, le recul de l'âge au premier mariage des femmes ainsi que le développement du travail féminin constituent les trois facteurs qui expliquent la chute de la fécondité en Iran. Cette étude confirme le phénomène déjà observé par d'autres enquêtes⁷, qui mettent en évidence que, parmi ces facteurs, le rôle clé appartient au niveau d'instruction, qui influence également les deux autres, car il retarde l'âge au premier mariage, favorise le travail des femmes, facilite la mise en place des programmes du planning familial et enfin transforme le rôle et l'image des femmes dans la société traditionnelle et dans sa mentalité. Selon le SCI, l'âge moyen au premier mariage pour les femmes est ainsi passé de 18,4 ans en 1966 à 22,4 ans en 1996 ; le changement le plus important est intervenu dans la période 1986-1996, durant laquelle cet indicateur a augmenté de 2,5 ans. Dans le même temps, on observe une diminution de la taille des ménages, avec un net recul de la proportion des familles nombreuses.

Cette évolution culturelle change le rapport des femmes à l'école et à l'enseignement. Dans les quartiers populaires, comme on n'est pas assez riche pour s'offrir un espace privé autonome, les gens commencent à braver ouvertement les normes islamiques, comme l'illustre ce propos d'une femme au foyer :

« Les programmes que la mosquée du quartier propose à nos enfants ne sont pas adaptés à leurs besoins et intérêts. Alors que nos enfants demandent des cours d'anglais, de mathématiques, de peinture, etc., la mosquée n'organise que des cours de Coran ou d'études religieuses. Ces cours sont trop traditionnels et dépassés pour mener nos enfants vers le progrès... » (Kian-Thiébaud, 1998).

Comme on peut le lire dans les propos des parents, l'éducation des enfants est devenue pour la famille la finalité la plus importante régulant la vie quotidienne. Selon une employée de 39 ans habitant à Téhéran :

7. À titre d'exemple, on peut citer les actes du séminaire sur la population et le développement organisé par le Ministère du Plan en septembre 1989, et les études réalisées par le SCI depuis les années 1970 et publiées dans les périodiques de ce centre.

« Ma préoccupation majeure est l'éducation de mes deux filles ; moi et mon mari, nous travaillons pour offrir à nos enfants un meilleur cadre d'études, je vois leurs professeurs chaque semaine, une fois j'ai pleuré à cause d'une mauvaise note de ma fille, on est heureux quand elles réussissent... ».

Par ailleurs, la frange modernisée et urbaine qui s'oppose à l'islamisation autoritaire du système éducatif ne désarme pas face à cette école fortement instrumentalisée par l'institution politique. Ces familles tentent de minimiser les effets de l'école en prenant en charge activement l'éducation de leurs enfants au prix d'un conflit latent ou patent avec le système scolaire (Monadi, 1997). Le développement des différentes formes de l'éducation non-formelle et informelle (cours de musique, de langues étrangères, de dessin...) témoigne de cette volonté chez les familles moyennes et aisées. A. Kian-Thiébaud (1998), dans son enquête sur les femmes de différentes couches des milieux urbains, met en évidence l'attachement particulier de ces dernières à l'éducation de leurs enfants. L'auteur cite une femme analphabète travaillant comme femme de ménage, qui regrette de ne pas pouvoir étudier. C'est la raison pour laquelle, ajoute cette femme, « je dis à mes enfants qu'il faut étudier pour devenir quelqu'un... ». Dans un autre entretien, une femme dit :

« On ne mange pas toujours à notre faim, mais l'éducation des enfants est pour nous une priorité absolue ». « J'ai élevé mes enfants toute seule en travaillant ; je souhaite qu'ils étudient bien, qu'ils aillent à l'université... La vie citadine m'a beaucoup influencée, au point que l'éducation de mes enfants est devenue une priorité » (une femme veuve).

5. Conclusion

Le système éducatif iranien a connu une forte expansion au cours des dernières décennies, qui s'est accompagnée d'une nette réduction de la sous-scolarisation féminine et des disparités spatiales. Cette évolution s'est produite, depuis la fin années 1970, dans des contextes économiques et politico-religieux spécifiques, avec la révolution islamique de 1979, la guerre contre l'Irak des années 1980 et une situation de crise économique touchant à la fois l'État et les familles. Au fil du temps, l'école est devenue le lieu d'affrontement de deux institutions

majeures de la société iranienne, la famille et l'État. Mais cette école, malgré ses orientations idéologiques et politiques, joue un rôle important dans les évolutions sociales en cours. Les élèves ne sont pas des « récepteurs » passifs face au savoir dispensé à l'école et au contenu idéologique de l'enseignement. De même, mes entretiens avec les élèves montrent qu'ils apprennent beaucoup de choses en dehors de l'école. Les contradictions engendrées par cette école instrumentalisée contribuent à la formation d'une vision critique chez les jeunes.

L'État s'efforce d'utiliser l'école à ses fins idéologiques et politiques. Les familles se trouvent face à une situation assez paradoxale d'un État qui se désengage de plus en plus sur le plan matériel et économique, tout en renforçant sa présence au niveau politique et idéologique à l'école. L'islamisation de l'école semble davantage sensibiliser les familles vis-à-vis de l'école, du savoir dispensé par celle-ci et du sens de l'éducation de leurs enfants. Pour beaucoup de familles, il s'agit d'un conflit ouvert et frontal, les obligeant à s'impliquer d'une façon permanente. Elles recherchent l'ascension sociale de leurs enfants par l'éducation, et ces aspirations modernes des différentes couches sociales rejoignent les valeurs culturelles universelles.

L'évolution du système éducatif en Iran mérite une attention particulière dans la mesure où le cas iranien ne constitue pas un cas isolé. Le retour de la religion dans le domaine scolaire est une question d'actualité dans certains pays du monde musulman, où les mouvements islamistes revendiquent ouvertement l'islamisation de l'école.

Références bibliographiques

- AZIZ ZADEH, H. (1993), « L'efficacité de l'enseignement secondaire général selon le sexe et la région », *Faslnameh Talime va Tarbiyat* [Trimestre de l'éducation], n° 33, p. 65-78 (en langue persane).
- CARRON, G., et T. N. CHAU (1981), *Réduction des disparités régionales et planification de l'éducation*, UNESCO/IIPE, Paris.
- CHAFIG, C., et F. KHOSROKHAVAR (1995), *Femmes sous le voile*, Paris, Éditions du Félin.
- JAVANROH, F. (1998), *L'endoctrinement religieux. Analyse des manuels scolaires du cursus primaire en Iran*, Mémoire de l'EHESS, Paris.
- KHOSROKHAVAR, F. (1993), « Les femmes et la révolution islamique. Les femmes : des actrices politiques », *Projets féministes*, n° 2, avril 1993.

- KIAN-THIÉBAUT, A. (1998), « L'individu dans le monde : paradoxe de l'Iran islamique », *Cemoti*, n° 26, p. 173-189.
- MEHRAN, G. (1991), « The creation of the new muslim woman: Female education in the Islamic Republic of Iran », *Convergence*, vol. XXIV, n° 1.
- MEHRAN, G. (1992), « Social implantation of literacy in Iran », *Comparative Education Review*, vol. 36, n° 2, p. 194-211.
- MEHRAN, G. (1997), « A study of girls' lack of access to primary education in the Islamic Republic of Iran », *Compare*, vol. 27, n° 3.
- MENASHRI, D. (1992), *Education and the Making of Modern Iran*, Cornell University Press, Ithaca.
- MOHSENPOUR, B. (1988), « Philosophy of education in postrevolutionary Iran », *Comparative Education Review*, vol. 32, n° 1, p. 76-86.
- MONADI, M. (1997), *Attitudes des parents iraniens face à l'école*, Thèse de doctorat de 3^e cycle, Université Paris-VIII.
- NAHID, S. (1993-1994), « L'analyse comparative des manuels scolaires français et iraniens du cycle primaire », *Éducation comparée* (AFEC-Sèvres), n° 33-34.
- PAIVANDI, S. (1994), « L'alphabétisation des femmes en Iran : des progrès, mais les inégalités persistent », *Convergence*, vol. XXVII, n° 2/3, p. 68-78.
- PAIVANDI, S. (1995a), « Existe-t-il un modèle islamique de l'éducation ? Le cas de l'Iran », communication au colloque international *Modèles, transferts et échanges d'expériences en éducation*, Sèvres, AFEC.
- PAIVANDI, S. (1995b), « L'analyse démographique de l'alphabétisme en Iran », *Population*, n° 4-5, p. 1153-1184.
- PAIVANDI, S. (1998), « L'individu dans les manuels scolaires en Iran », *Cemoti*, n° 26, p. 219-234.
- SHORISH, M. (1988), « The Islamic Revolution and education in Iran », *Comparative Education Review*, vol. 32, n° 1, p. 58-75.
- STATISTICAL CENTRE OF IRAN (1974), *Iran Statistical Yearbook, 1351 [1972-1973]*, Téhéran.
- STATISTICAL CENTRE OF IRAN (1981), *National Census of Population and Housing, November 1976*, serial 186.
- STATISTICAL CENTRE OF IRAN (1982), *Iran Statistical Yearbook 1359 [1980-1981]*, Téhéran.
- STATISTICAL CENTRE OF IRAN (1986), *Iran Statistical Yearbook 1363 [1984-1985]*, Téhéran.
- STATISTICAL CENTRE OF IRAN (1989a), *National Census of Population and Housing, November 1986*, serial 8.
- STATISTICAL CENTRE OF IRAN (1989b), *National Census of Population and Housing, November 1986*, serial 11.
- STATISTICAL CENTRE OF IRAN (1990), *Iran Statistical Yearbook 1367 [1988-1989]*, Téhéran.
- STATISTICAL CENTRE OF IRAN (1991), *Iran Statistical Yearbook 1368 [1989-1990]*, Téhéran.
- STATISTICAL CENTRE OF IRAN (1992), *Iran Statistical Yearbook 1369 [1990-1991]*, Téhéran.

- STATISTICAL CENTRE OF IRAN (1993a), *Iran Statistical Yearbook 1370* [1991-1992], Téhéran.
- STATISTICAL CENTRE OF IRAN (1993b), *Gozidé Matalèbé Amari* (revue du SCI), n° 35, Téhéran.
- STATISTICAL CENTRE OF IRAN (1997), *Iran Statistical Yearbook 1374* [1995-1996], Téhéran.
- STATISTICAL CENTRE OF IRAN (1998), *Iran Statistical Yearbook 1375* [1996-1997], Téhéran.
- TALEGHANI, M. (1994), *Portrayal of Women in Textbooks Before and After Revolution*, Tehéran, UNESCO.
- YAVARI-D'HELLENCOURT, N. (1988), « Ethnies et ethnicité dans les manuels scolaires iraniens », dans : J.-P. Digard, éd., *Le fait ethnique en Iran et en Afghanistan*, Paris, p. 247-265.